



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

Réunion d'experts
**Le rôle de l'industrie dans le développement de l'économie verte
en Afrique du Nord**

4 mars 2014, Rabat, Maroc

Allocution de Madame Karima Bounemra Ben Soltane

Directrice, Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA

Mesdames et Messieurs

Bienvenue à cette réunion d'experts sur le rôle de l'industrie dans le développement de l'économie verte en Afrique du Nord, que nous considérons comme une brique supplémentaire dans l'édifice de la transformation structurelle de notre région.

La conférence de Rio+20 (juin 2012) a encouragé les pays à adopter des politiques en faveur de l'économie verte pour promouvoir le développement durable et réduire la pauvreté. L'année 2015 est une année cruciale qui devrait voir aboutir les négociations sur le climat - lors de la CoP 21 - et sur les objectifs de développement durable.

C'est dans ce contexte de responsabilité accrue en matière de transition écologique et énergétique que s'inscrit la présente réunion d'experts sur l'économie verte.

L'Afrique du Nord, contrairement à d'autres régions d'Afrique dispose de ressources naturelles limitées. Plusieurs pays se trouvent déjà en situation de stress hydrique et font face à des déficits structurels en termes de sécurité alimentaire et énergétique. La région figure en outre parmi les régions les plus fragiles face au changement climatique.

En outre, les retombées de la croissance économique et des politiques de développement social sont restées en deçà des attentes en ce qui concerne le chômage, notamment celui des jeunes et des femmes, et la réduction des disparités sociales et territoriales.

Si les pays sont parvenus à abaisser les niveaux de pauvreté absolue, les populations restent très vulnérables, en particulier dans les zones rurales où vit environ 70% de la population pauvre.

Mesdames et messieurs,

L'économie verte est aujourd'hui largement reconnue comme l'une des approches qui peut être utilisée pour réaliser une croissance économique durable, inclusive et résiliente, tout en améliorant la productivité et l'utilisation efficiente des ressources naturelles et en réduisant la pollution et les émissions de gaz à effet de serre.

Des études récentes menées en Afrique ont démontré l'avantage à long terme des investissements verts pour stimuler la croissance économique. Une évaluation réalisée au Kenya montre que le PIB national réel dans l'hypothèse d'investissements verts serait, à l'horizon 2030, supérieur d'environ 12 % à celui réalisé sous le scénario d'investissements classiques. En outre, elle estime qu'environ 3,1 millions d'individus supplémentaires pourraient sortir de la pauvreté, en transférant les investissements bruns vers des investissements réalisés dans les secteurs verts.

En Afrique du Nord, les nombreuses études réalisées ces dernières années ont identifié les domaines et filières stratégiques de l'économie verte et mis en exergue leur potentiel de création d'emplois et de valeur ajoutée. Il s'agit par exemple de l'expansion des énergies renouvelables, de l'amélioration de l'efficacité énergétique, de la promotion de pratiques visant la gestion durable de l'eau et des sols, de la gestion des déchets ou encore des mesures de protection du littoral, pour ne citer que ceux là.

De par le monde, des instruments de politique et des réformes sectorielles sont progressivement adoptés pour accompagner le développement des filières et mettre en place les cadres et les mécanismes institutionnel, réglementaire et financier nécessaires pour favoriser la transition vers une économie verte inclusive. Plus de 20 pays africains ont travaillé activement sur différents aspects de l'économie verte. Parmi l'éventail de politiques et d'instruments existants, les pays de l'Afrique du Nord tentent de choisir ceux qui s'adaptent le mieux à leurs spécificités et leurs priorités.

Mesdames et messieurs

Afin d'améliorer la connaissance et l'adoption de politiques d'économie verte inclusive en Afrique du Nord, le Bureau a réalisé :

- Trois rapports pays sur la situation de l'économie verte (Algérie, Maroc, Tunisie);
- Un rapport sur l'industrie et l'économie verte en Afrique du Nord (Algérie, Egypte, Maroc et Tunisie)

Ces rapports vous seront présentés ce matin et des discussions seront ouvertes afin de faire ensemble le point de l'état d'avancement de la vision et des politiques publiques en matière d'économie verte en Afrique du Nord mais aussi, d'appréhender le point de vue des opérateurs du secteur de l'industrie et mieux comprendre leurs attentes en tant qu'acteurs clés de la transition vers l'économie verte.

En effet, l'économie verte n'est pas seulement l'apanage de l'Etat. L'industrie doit prendre en compte et contrôler les impacts de ses activités sur l'environnement, les territoires et les consommateurs. Elle doit dépasser le simple objectif de production et s'inscrire dans une démarche plus durable, centrée sur les économies de matières, l'innovation et le développement de nouveaux axes de compétitivité. L'industrie doit également améliorer sa performance sociale et contribuer à l'effort national en termes de création d'emplois, de développement régional, de réduction de la pauvreté et des inégalités.

Mesdames et messieurs,

En réunissant des acteurs publics et privés, des chercheurs, des organisations de la société civile et des partenaires au développement, cette rencontre nous offre l'occasion de réfléchir ensemble sur les politiques susceptibles d'encourager et d'accompagner la construction d'une économie verte et inclusive, qui profite à tous.

Bien sur nous ferons des recommandations qui peuvent s'appliquer au plus grand nombre, mais il appartiendra à chaque pays de déterminer les conditions de leur mise en oeuvre.

Je suis convaincue que la diversité de votre expertise permettra de faire émerger des propositions ambitieuses au bénéfice de la transition écologique et énergétique.

Je vous souhaite des délibérations très fructueuses, et vous remercie pour votre aimable attention.